

PROPOS ICONOCLASTES...

Les changements de vocabulaire ne sont jamais innocents. Depuis quelques années, on nous rebat les oreilles avec un nouveau concept: «la démocratie sociale»...qu'en est-il exactement?

La «démocratie politique», on connaît, et ses avantages et ses insuffisances. C'est un système fondé, essentiellement, sur le suffrage universel et la séparation des pouvoirs qui tend à promouvoir le *«gouvernement du peuple par le peuple»*.

Mais, c'est surtout un système qui garantit un certain nombre de «libertés démocratiques» qui accordent aux citoyens des possibilités, notamment, celle de s'associer pour la défense de leurs intérêts particuliers.

Nous savons, par expérience, que dans tout état totalitaire fondé sur la notion du «bien commun» les «intérêts particuliers» ne sont pas admis, tout au plus, sont-ils tolérés.

D'où, pour ce type d'organisation sociale la nécessité de remettre en cause, brutalement ou insidieusement, les principes de la «démocratie politique».

C'est pourquoi, les idéologues au service des pouvoirs, ceux qui, hier par exemple, célébraient le culte du «petit père des peuples» qu'il s'appelle Staline ou Mao ou encore Fuhrer ou Duce, s'ingénient, aujourd'hui, à nous persuader qu'il nous faut abandonner «nos privilèges», mais bien entendu, pas n'importe lesquels (par exemple pas les «parachutes dorés» ou les immenses fortunes de la «Jet set») mais nos salaires, nos retraites, notre protection sociale, fruits de décennies de luttes syndicales.

C'est ainsi, par exemple, que les syndicats auxquels, fort heureusement, les travailleurs ont le droit d'adhérer ou de ne pas adhérer, c'est-à-dire de payer ou non une cotisation syndicale, cesseraient, soudainement, d'être représentatifs ! Sauf, toutefois, lors de grands mouvements de masse, quand il faut bien trouver des «interlocuteurs» pour conclure d'inévitables compromis.

Bien entendu, cette exigence de «représentativité» ne saurait s'appliquer aux partis (laïcs ou religieux). Lors de la dernière campagne électorale, Sainte Marie Ségolène, tout en appelant à voter pour sa sainte personne, prétendait fonder sa «légitimité» sur la «démocratie participative», autrement dit sur la prétendue «démocratie sociale».

Alors, pourquoi ne pas le dire clairement: la «démocratie sociale» n'est, ni plus ni moins, qu'un avatar du «corporatisme» concocté par des théologiens dont, il est vrai, Anatole France disait: *«qu'ils disputent, avec minutie, des choses de l'inconnaissable»*.

Alexandre HEBERT.

LE PROCES DES BLOUSES BLANCHES...

Tout système totalitaire témoigne d'un goût morbide pour la répression fondée notamment sur la délation.

Peu avant sa mort, survenue fort opportunément, Staline s'apprêtait à faire fusiller des médecins juifs: c'était le «procès des blouses blanches». Hitler a eu sa «nuit des longs couteaux». Franco a fait exécuter des milliers d'opposants.

Chacun l'aura compris, cette liste n'est pas exhaustive.

Bien entendu, et fort heureusement, dans le «Saint Empire Romain Germanique» qui, jour après jour, se construit, grâce au concours de nombreux «subsidiaries», nous n'en sommes pas encore là!

Cependant, certains signes devraient nous alerter. Je ne parle pas de l'affaire A.D.N., que la gauche bien pensante, tout en s'affirmant solidaire des objectifs du gouvernement (voir encadré) reproche à SARKO.

FILLON prétend «être à la tête d'un état en faillite», j'ajouterai et «rappelé à l'ordre par la bureaucratie de Bruxelles»! Il propose donc des «réformes» dont certaines sont déjà mises en œuvre.

C'est ainsi que les médecins (généralistes ou spécialistes) se voient l'objet de procédures inquisitoriales, dont on peut craindre qu'elles ne soient que le début de la mise en place, au nom du «bien commun», d'un système répressif généralisé!

Entrons dans le vif du sujet. Des médecins ont vu certains de leurs patients débarquer à leur domicile, sans rendez-vous ni avertissement préalable, des «inspecteurs de la Sécurité Sociale» munis d'une sorte de «carte de police», équipés d'un ordinateur et d'une imprimante, qui viennent les questionner sur la façon dont leur médecin exerce leur métier. A la suite de quoi, les intéressés sont invités à signer leur «déposition» suivie de la formule: persiste et signe.

Il semblerait même que, dans certaines régions, ces pratiques policières s'exercent, parfois avec l'accord, voire même la complicité de certains responsables du «conseil de l'ordre» (création, il est vrai, du régime de Vichy). On peut comprendre que certaines victimes de ce «harcèlement moral» aient de la peine à le supporter et qu'il a, parfois, des conséquences dramatiques.

Mais qu'on se rassure, les «associations» dont on aimerait connaître les ressources (faut bien gagner sa pitance!) montent au créneau. Selon le Figaro du 26.09.07, on apprend que «U.F.C. Que choisir» a, quant à elle, choisit sa cible: la prescription des médicaments serait «irrationnelle»... ni plus ni moins. Peut-être faut-il remplacer les actuels prescripteurs par les gentils (pas tant que ça !) animateurs de U.F.C. Que choisir?.

Enfin, un dernier mot à l'intention de «grands inquisiteurs» du Saint Empire Romain Germanique qui se réjouissent des poursuites judiciaires contre les «chiraquiens»: qu'il me soit permis de leur signifier, qu'à mes yeux, ce genre de poursuites relève plus de la «chasse aux sorcières» que d'une «bonne et saine justice».

Alexandre HEBERT.

LE FONCTIONNAIRE LE MIEUX PAYE DE WASHINGTON...

En 1982, le gouvernement de Pierre MAUROY, par un coup de force et avec l'accord des appareils politiques et syndicaux «se réclamant de la classe ouvrière», a purement et simplement suspendu les accords négociés et conclu entre «partenaires sociaux», et inauguré la politique dite de «rigueur».

Ce faisant, les socialistes, de «gérants loyaux du capitalisme» accédaient à la qualité de «gérants zélés du capitalisme».

Aujourd'hui encore les travailleurs subissent de plein fouet les conséquences de cette forfaiture voulue et imposée par Bruxelles.

Mais toute peine mérite salaire et la classe capitaliste sait reconnaître et récompenser le zèle. C'est ainsi que le «socialiste» STRAUSS-KAHN, responsable d'un courant du parti dit «socialiste» auquel appartient entre autres CAMBADELIS, est devenu le fonctionnaire le mieux payé de WASHINGTON, comme on pouvait le lire dans le Figaro du 28 Septembre: «Un chauffeur et pas d'impôts. Il sera, en revanche, le haut fonctionnaire le mieux payé de Washington DC. Sa rémunération annuelle de 495.000 dollars est, privilège des diplomates, nette d'impôts. C'est plus que deux fois et demie le salaire du patron de la Réserve fédérale. A cela s'ajoute une coquette retraite annuelle, garantie au bout de trois ans seulement de service, négociée par son prédécesseur à 80.000 dollars».

Voilà de quoi reconforter les RMISTES, SMICARDS et autres S.D.F....jusqu'au jour où, inévitablement, surgira une révolte salvatrice!

Alexandre HEBERT.